



Les propriétaires privés

Philippe Giraut

► To cite this version:

Philippe Giraut. Les propriétaires privés. Revue forestière française, 1972, 24 (S), pp.630-632. <10.4267/2042/20678>. <hal-03395767>

HAL Id: hal-03395767

<https://hal.science/hal-03395767v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

les propriétaires privés

Dans la plupart des pays développés, les Pouvoirs publics considèrent que les investissements forestiers réalisés par les particuliers doivent être encouragés, en raison de leurs caractéristiques économiques, car la longue durée du cycle de production en forêt, spécifique d'un grand nombre d'essences de reboisement, rend aléatoire l'appréciation des revenus. Les modalités d'application des aides ainsi apportées aux reboiseurs diffèrent beaucoup d'un Etat à l'autre.

Mais, s'il est difficile d'affirmer que le système de tel pays, vu sous l'angle du reboiseur, est meilleur que celui de tel autre pays, un fait est certain : le système français présente une réelle originalité depuis la création, en 1946, du Fonds forestier national (1), puisque celui-ci tire ses ressources d'une taxe qui frappe les produits des exploitations forestières françaises (à l'exclusion du bois de chauffage) et des scieries, taxe qui, si elle est acquittée par les utilisateurs, est en fait prélevée sur le prix du produit brut.

Le Fonds forestier représente de ce fait un autofinancement indirect du secteur forestier, auquel participent, pour l'essentiel, tous les producteurs français de bois, qu'il s'agisse de l'Etat, des collectivités ou des propriétaires privés, une partie seulement des bois d'importation supportant la taxe.

Cette origine des ressources interdit que les aides du Fonds forestier soient réservées à telle ou telle catégorie de propriétaires exclusivement ; les propriétaires forestiers, quant à eux, ne l'ont jamais demandé et ils ont toujours compté jusqu'à présent sur l'Administration forestière, tant au plan national que régional ou départemental, pour que soit effectuée chaque année une judicieuse répartition des aides du Fonds forestier entre reboiseurs, quelle que soit l'importance des projets, et que ceux-ci relèvent de l'initiative privée ou de la soumission au régime forestier.

Bien que les propriétaires forestiers bénéficient directement ou indirectement d'autres interventions du Fonds forestier national que celles ayant trait au reboisement, ce sont ces dernières qui sont les plus connues et les plus populaires. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici que l'autofinancement direct ne suffit pas en forêt pour assurer les investissements souhaités : la marge trop faible qui existe entre la valeur des produits et les charges de la forêt en est fréquemment la cause.

En particulier, les propriétaires apprécient que les aides du Fonds forestier au reboisement concernent le reboisement pris au sens large. Ainsi peuvent-ils demander à bénéficier du Fonds forestier aussi bien pour rétablir par le moyen de repeuplements artificiels l'état boisé sur des surfaces, où pour des causes diverses, celui-ci avait disparu, que pour améliorer des forêts pauvres ou mal adaptées aux conditions économiques actuelles, réaliser des plantations hors forêt (peupleraies, noyeraies) et reboiser des terrains nus (friches, landes, terres abandonnées par l'agriculture ou l'élevage).

Il faut également souligner un aspect essentiel de la formule « F.F.N. » même si celui-ci paraît au premier abord revêtir une place plus importante pour les responsables de la politique forestière que pour les propriétaires privés : c'est le caractère de compte spécial du Trésor qui a donné au Fonds forestier national la continuité indispensable aux actions à long terme et a permis d'éviter la remise en question chaque année au moment du vote du Budget, des sommes consacrées par la Puissance publique à l'aide au reboisement.

Il a été ainsi possible de familiariser depuis 25 ans les propriétaires forestiers avec les différentes modalités d'aide du Fonds forestier : compte-tenu de l'inévitable période de tâtonnements, riche d'enseignements d'ailleurs, les reboiseurs privés ont pu augmenter sensiblement le potentiel de la forêt française, tant par l'amélioration de ce qui existait que par la conquête d'espaces nouveaux.

Le bilan est positif, même si certains regrettent que « l'Administration » par ses conseils ait incité les propriétaires privés à donner une place trop grande aux « résineux ».

(1) Avant cette création, l'incitation au reboisement était essentiellement d'ordre fiscal : elle se traduisait par une exemption temporaire de l'impôt foncier grevant les terrains à reboiser.

Il y a néanmoins une ombre à ce tableau pour les propriétaires forestiers sylviculteurs : les peuplements résineux correspondant aux premières années d'intervention du Fonds forestier national doivent être normalement parcourus par des éclaircies ; celles-ci représenteront à partir de 1975 une production de bois d'industrie importante, attestée par les premiers résultats de l'Inventaire forestier national.

Quel sera le débouché de ces bois d'industrie ?

S'agissant des poteaux, notamment de lignes téléphoniques, les propriétaires forestiers sont préoccupés par la politique de l'Administration des P.T.T. qui s'orienterait vers des acquisitions de poteaux métalliques en nombre croissant, alors que la ressource potentielle de la forêt française en poteaux va être considérablement accrue du fait de ces éclaircies.

La deuxième préoccupation des propriétaires forestiers a pour sujet l'écoulement des quantités importantes de bois de trituration qui proviendront de ces mêmes éclaircies, notamment dans les régions Nord-Est, Massif-Central et Sud-Est. Qui absorbera cette production ? Certainement pas les usines de pâtes qui existent actuellement dans ces régions ; les usines importantes de pâtes ne s'y trouvent pas et, de toute façon, les coûts de transport limitent les rayons d'approvisionnement d'usines qui ont été implantées pour utiliser des bois d'importation.

On comprend que dans ces conditions, les propriétaires forestiers soient tentés de voir une contradiction entre les encouragements prodigués par les Pouvoirs publics en faveur du reboisement et le fait que la capacité des usines de pâtes situées à proximité ou dans ces régions a tendance à diminuer.

Il ne faut pas oublier que l'aide du F.F.N. ne représente qu'une partie des capitaux investis, ceci pour deux raisons :

- en premier lieu, s'agissant des surfaces mises en boisement ou en reboisement avec l'aide du F.F.N., les propriétaires ont supporté une part d'autofinancement, représentant globalement de l'ordre de la moitié des financements F.F.N.
- en second lieu, les extensions et améliorations forestières réalisées sans l'aide du F.F.N., qui ne peuvent être connues avec la même précision, ne sauraient être inférieures, d'après les meilleurs spécialistes à la moitié des surfaces ayant bénéficié de l'aide du F.F.N.

Si certains reboiseurs ont cru à une certaine époque, sur les affirmations de certains augures, que leurs investissements pourraient être rentabilisés par la fourniture à l'industrie française de bois à pâtes, l'évolution des prix leur apporte un démenti formel. Il n'en reste pas moins qu'en se fixant pour objectif la production de bois d'œuvre résineux, le reboiseur ne peut se dispenser d'éclaircies génératrices d'autres produits, qui devraient normalement constituer les premières recettes de ses investissements.

Il ne nous est pas possible, dans le cadre de cet article, de traiter des différentes formes d'aides au reboisement proposés par le Fonds forestier national aux propriétaires forestiers.

Nous rappellerons simplement l'importance qu'attachent les organisations de la forêt privée aux « subventions F.F.N. ».

Ce type d'aide a contribué de façon exemplaire à faire connaître le Fonds forestier national parce qu'il a été utilisé par de très nombreux reboiseurs, notamment par ceux qui ne pouvaient envisager que la mise en boisement d'une surface modeste.

Pendant les dix premières années du F.F.N., 380 000 ha ont ainsi bénéficié de subventions ; depuis 1967, la surface mise en boisement annuellement avec des subventions n'est plus que de l'ordre de 18 000 ha – avec une surface moyenne par subvention de l'ordre de 2 ha – car l'Administration forestière a volontairement réduit l'octroi des petites subventions en fondant ce changement d'attitude sur l'inconvénient que ce système entraînait de ne pas inciter les bénéficiaires à grouper leurs boisements en unités de gestion de dimensions suffisantes.

Il s'agit là, néanmoins, de la forme d'aide de toute évidence la mieux adaptée aux petites propriétés qui sont nombreuses en France.

S'il est arrivé qu'au cours des premières années d'intervention du F.F.N., des subventions aient contribué à étendre les boisements dits en « timbres poste », il faut se rappeler que l'article du Code rural réglementant les boisements n'a été applicable qu'en 1961, et qu'avant cette

époque rien n'empêchait un propriétaire d'établir un nouveau boisement sur un terrain qu'il possédait. Imaginer que les subventions du F.F.N. puissent favoriser des boisements « en timbres poste » en 1972 n'est pas sérieux. Mais, si l'on se penche sur les deux dernières décennies, il ne faut pas oublier que l'un des grands mérites des subventions plafonnées du F.F.N. aura été de populariser le reboisement au point de faire disparaître en grande partie les risques d'incendie qui ont longtemps contrarié les efforts des reboiseurs dans certains départements.

Les subventions du F.F.N., qu'elles soient sous forme de subventions en espèces, de subventions en nature ou de bons-subventions, constituent la forme d'aide indispensable aux opérations de reconstitution et d'amélioration des petits massifs particuliers ainsi qu'aux plantations de peupliers et de noyers habituellement réalisées sur de petites surfaces.

Avec la gamme des subventions, primes, prêts en numéraire, prêts en travaux – plus connus sous le nom de « contrats » – les reboiseurs peuvent trouver dans la plupart des cas la solution qui convient à leur problème (sous cette réserve que les « contrats » sont maintenant réservés, en ce qui concerne la forêt privée, aux groupements forestiers de petits propriétaires sans ressources).

Malheureusement, la progression des ressources du F.F.N. n'a pas suivi celle du coût des travaux, dans lesquels la main-d'œuvre a une place prépondérante. Les conditions d'octroi des aides ont été rendues plus restrictives. L'intervention du F.F.N. a été limitée, à l'exception des peupliers et noyers, à certaines essences résineuses ; des zones prioritaires ont fait leur apparition ; des règles plus strictes ont été édictées en matière de technique de reboisement.

Dire que ces modifications ont été toutes bien accueillies par les reboiseurs privés, serait manquer à la vérité : par exemple la suppression de certaines essences, comme le Mélèze du Japon où leur limitation à certaines régions comme le *Tsuga heterophylla*, l'obligation de se conformer pour les plantations à des écartements et densités impératives...

Ceci étant, les propriétaires forestiers considèrent que l'évolution des techniques, des structures entraînera de nouvelles adaptations pour les modalités d'intervention du F.F.N. (tel est le cas des travaux complémentaires à la réussite des boisements) : ils souhaitent simplement être associés à la mise au point des nouvelles modalités par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles pour que le F.F.N. reste l'outil privilégié de l'augmentation de productivité de la forêt privée.

Philippe GIRAUT

Conservateur des Eaux et Forêts
Directeur général de la Fédération
nationale des syndicats de propriétaires
forestiers sylviculteurs

6, rue de la Trémoille
75008 PARIS

les groupements forestiers ⁽¹⁾

Dans de nombreuses zones soumises à l'exode rural (dont les causes essentielles sont le morcellement et le parcelllement des terres), la constitution de vastes domaines boisés appartenant à un seul propriétaire, souvent étranger au pays, ne présente pas forcément la meilleure ou la plus aisée des solutions. Les groupements forestiers doivent pouvoir permettre la mise en valeur de surfaces de dimensions réduites appartenant à des propriétaires différents, en les regroupant de manière cohérente, tout en sauvegardant les droits respectifs de chacun.